

AFFAIRE SAIDAL, BIOTIC ET SOLUPHAM**Le procès renvoyé au 24 mai prochain**

Le procès en appel de l'affaire Saidal prévu pour ce début de semaine au niveau de la cour d'Alger a été renvoyé au 24 du mois en cours. La décision prise par le président de la huitième chambre correctionnelle près la cour d'Alger fait suite à la demande introduite par la défense, arguant que le principal mis en cause est en «grève de la faim au niveau de la maison d'arrêt».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Dans cette affaire, faut-il le rappeler, la justice a retenu les chefs d'inculpation de «dilapidation de deniers publics et trafic d'influence» à l'encontre des directeurs généraux de Biotic (filiale de Saidal) et de Solupham (entreprise privée). Selon l'arrêt de renvoi, treize autres cadres du groupe Saidal, Biotic et Solupham sont accusés dans cette même affaire.

Les dilapidations ont causé, selon la même source, des préjudices au groupe Saidal ainsi qu'à ses filiales Biotic et Pharmal.

Le juge Halali Tayeb qui a présidé l'audience a décidé de ce renvoi afin de permettre aux parties civiles, à savoir le PDG actuel de Saidal et les DG des deux filiales,

d'être présents à la prochaine audience ; «Si les parties civiles ne se présentent pas devant la cour d'Alger le 24 mai, des mandats d'amener seront délivrés contre eux», a indiqué le président Halali. Le tribunal de première instance de Sidi M'hamed d'Alger avait condamné le 7 mars 2012, Zaouani Rachid, DG de Biotic et Benmachiche Fouzi, DG de Solupham à 7 années de prison ferme et à 1 million de DA d'amende chacun. Six autres inculpés, à savoir Hocine Mokhtari, Zoubir Smaïl, Chaoui Abdelaziz, Snina Lakhdar, Smadji Louanes et Aoun Ali (ancien PDG du groupe Saidal), ont été condamnés, quant à eux, à des peines allant de 8 mois à 5 années de prison ferme.



Les dilapidations ont causé des préjudices au groupe Saidal.

Sept autres inculpés ont bénéficié de la relaxe. Le jugement du tribunal de Sidi M'hamed a aussi prononcé un dédommagement au profit de la filiale Biotic et du groupe Saidal évalué à 200 millions de

DA et 100 millions de DA à la filiale Pharmal. Selon l'ordonnance de renvoi, cette affaire remonte à l'année 2011 lorsque l'inspection générale des finances avait effectué une mission au niveau des

deux filiales du groupe Saidal et a découvert «une passation de contrats industriels avec des entreprises privées en violation de la loi, portant préjudice aux filiales Biotic et Pharmal du groupe Saidal».

Les investigations effectuées par la section économique de la police judiciaire ont conclu à l'idée que «la filiale Biotic de Saidal, représentée par son DG Rachid Zaouani, avait conclu en 2003 un contrat de façonnage avec l'entreprise privée Solupham, gérée par Benmachiche, sans respecter les conditions exigées par la loi dans de tels contrats. Or, pour la défense assurée en cette circonstance par M^e Miloud Brahimi, un des avocats de l'ex-DG de Biotic, «le seul bénéficiaire dans cette affaire est la mafia du médicament, cela ne rend pas service à l'économie nationale». M^e Brahimi estime que «cette affaire doit bénéficier de la mesure de la dépénalisation de l'acte de gestion». **A. B.**

ENCORE UNE EXPLOSION D'UNE BOMBE À AHNIF Un garde communal blessé

Hier, aux environs de midi, une bombe de fabrication artisanale a explosé au passage d'une patrouille de gardes communaux sur un sentier menant vers leur détachement, situé dans la localité d'Ighzer Oumeziav, dans la commune d'Ahnif, à 40 kilomètres à l'est de Bouira. D'après des sources sécuritaires, l'engin enfoui sous terre a été actionné à distance puisque l'explosion a eu lieu au moment du passage des gardes communaux, sur un sentier qu'ils avaient l'habitude d'emprunter au moment de la relève, au niveau de ce détachement stratégique, situé sur les hauteurs, dans la localité d'Ighzer Oumeziav, en pleine forêt dense de Tamellahth, réputée pour être une plaque tournante des mouvements terroristes qui transitent par cet endroit, en allant vers l'est du pays. Cependant, vu l'escarpement du terrain, l'engin placé sous le bas-côté de la chaussée n'a, fort heureusement, pas eu l'effet escompté par les terroristes, l'explosion n'ayant causé que des blessures légères à un garde communal. Le procédé utilisé, hier, au niveau de ce détachement de la garde communale, qui est identique à celui utilisé l'avant-veille au niveau de la garde communale de Krarib à Aomar, laisse présager un scénario mûrement réfléchi par les terroristes du GSPC, affilié à Aqmi qui auraient décidé de multiplier les actes terroristes de l'approche du rendez-vous électoral de jeudi prochain. **H. M.**

«Je ne pardonnerai jamais et je sévirai contre tout acte de corruption.» C'est ce que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a affirmé hier, au siège de la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH).

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Djamel Ould-Abbès qui a procédé au lancement d'une usine algéro-émiratienne a rappelé, à l'issue de la cérémonie, que son département reste vigilant contre tout acte de surfacturation des importations médicamenteuses.

A ce propos, le ministre de la Santé qui s'est refusé à commenter la décision de justice qui «a tranché, en toute équité», dans l'affaire impliquant la société Sanofi-Aventis Algérie, a indiqué que des dossiers similaires ont été soumis aux autorités financières et

judiciaires. Dans ce sens, Djamel Ould-Abbès a indiqué, sans toutefois vouloir dévoiler leur identité, que d'autres opérateurs notamment algériens sont impliqués. Voire, des produits importés de pays arabes auraient pu faire l'objet d'un tel acte délictueux, n'eût été sa vigilance, relève le ministre également discret.

Quant à cette usine algéro-émiratienne qui a bénéficié auprès de la PCH d'un terrain de 5 000 m² et représentant un investissement de 31 millions de dollars (un coût provisoire), elle sera destinée à la fabrication de solutés massives notamment, avec un volume de plus de 20 millions d'unités. Avec l'objectif, relèvera le ministre de la Santé, de réduire la dépendance de l'Algérie en ce produit, réduire la facture de fourniture auprès du labora-

toire étranger spécialisé et, à terme, couvrir les besoins du pays. Et d'autant, précise Djamel Ould Abbès, que la capacité nationale s'avère insuffisante, les deux opérateurs Saidal et IMC ne contribuant qu'à hauteur de 10 millions d'unités. Et dans la mesure où il s'agit également de prévenir la tension sur ce produit, tension avérée l'année dernière et qui a pesé sur les modes opératoires selon le ministre de la Santé.

Par ailleurs, Djamel Ould-Abbès a laissé entendre qu'un pôle de cardiologie devrait être lancé au niveau de l'hôpital Maillot à Alger. Le ministre de la Santé s'est voulu également rassurant sur la satisfaction des besoins des spécialistes et autres en logements, dans les régions du Sud et les Hauts-Plateaux. **C. B.**

SURFACTURATIONS DE MÉDICAMENTS**Des opérateurs algériens
impliqués selon Ould-Abbès**

5^e SALON DE L'OPTIQUE D'ALGER : Participation étrangère en «vue»

L'hôtel Hilton est l'espace choisi par les organisateurs RH. International Communication pour organiser la cinquième édition de l'optique et de la lunetterie. Un rendez-vous qui se tiendra du 24 au 27 mai et auquel prendront part exclusivement les fabricants, les distributeurs, les représentants de marques étrangères et les importateurs. Y prendront part également quelques écoles de formation, et ce dans le souci de rappeler que l'optique en Algérie a besoin d'une formation accélérée. Bien que, selon le docteur Chabane Ghaoui, directeur de l'ICOO, établissement privé de formation

paramédicale, «l'année scolaire 2011-2012, et fort probablement aussi 2012-2013, a été une année sans nouveaux inscrits pour les formations paramédicales post-baccalauréat» dans tous les établissements publics et privés. Ceci constitue en soi un paradoxe.

En effet, l'Algérie consacre une part importante de son budget à l'édification d'infrastructures de santé publique et à leur équipement, or cela est une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut savoir aussi que l'Algérie ne dispose que d'un opticien pour 37 000 habitants, alors que la norme de l'OMS (Organisation mondiale de la santé)

est d'un opticien pour 7 000. «On est très loin de la norme, comme peuvent le constater les cadres du secteur.» C'est dire que cette manifestation, qui enregistre une participation tunisienne et marocaine, va permettre de mettre en rapport les professionnels dans le souci de conjuguer les échanges au pluriel et d'aller vers une organisation qui se chargerait de veiller sur un partenariat de qualité.

Enfin, ce cinquième salon est ouvert exclusivement aux opticiens, ophtalmologues, spécialistes de la médecine et investisseurs. **R. N.**

LIAISON DE LA REVALORISATION DES RETRAITES AVEC LES LÉGISLATIVES**Les seniors de Annaba dénoncent**

«Les retraités de la wilaya de Annaba dénoncent avec force les tergiversations du conseil d'administration qui a annulé la réunion du 28 mars 2012, à l'effet de déterminer le taux de majoration des pensions de retraite comme stipulé dans le décret de la loi 83/12, du 2 juillet 1983, révisé par l'ordonnance n°96/18 du 6 juillet 1996», indique un communiqué du bureau de la FNTR de Annaba dont une copie a été rendue publique ce dimanche.

Cet article stipule, en effet, que les pensions et allocations de retraite sont valorisées avec effet au 1^{er} mai de chaque année. Contrairement à l'année 2011, dont la revalorisation était liquidée au mois de mai, celle de cette année

ne l'a pas été, tout simplement en raison de la campagne électorale. «On ne doit pas éluder un droit à cause d'une échéance électorale», estiment les retraités de Annaba, affirmant que la finalité de ce retard d'annonce laisse apparaître claire-

ment que la décision sera annoncée après le 10 mai, et mettre, ainsi, les retraités devant le fait accompli. De ce fait, les retraités doutent fort que le taux de 15% avancé par la FNTR, ainsi qu'une augmentation de la majoration pour conjoint à charge à 3.000 DA soient réalisés. Cependant, les retraités précisent qu'ils «représentent une force non négligeable qui peut influencer les résultats, d'autant plus que chaque retraité a, derrière lui, au moins cinq personnes (voix)». Ils mettent en

garde les responsables concernés que si rien n'est décidé avant la 10 mai pour la satisfaction de leurs revendications, ils sont détenteurs d'une arme fatale qui s'appelle désintéressement total à ce vote et aux autres prochaines échéances électorales. Ils considèrent que les élus sont indifférents à leur peine, et ont plutôt d'autres préoccupations alors que la majorité des électeurs dont une bonne partie est constituée par les retraités sont dans une situation de grande précarité. «Ils

souffrent dans le respect et la dignité», ont-ils souligné, avant de considérer que l'augmentation de janvier 2012, longtemps brandie par les responsables, a été engloutie en totalité par l'inflation et que celle-ci a atteint des proportions jamais égales.

Même les salariés n'arrivent plus à joindre les deux bouts à cause de cette inflation qui a été profitable aux trabendistes et autres spéculateurs, ont soutenu les retraités de Annaba. **A. Bouacha**